



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 22 février 2024

Nos réf. : SHM/ET/MT n° 24-78

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SULO FRANCE SAS

Z.I. Les Franchises
52200 LANGRES

Code AIOT : 0005701331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 janvier 2024 dans l'établissement SULO FRANCE SAS implanté Z.I. Les Franchises 52200 LANGRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'est inscrite dans le cadre d'une campagne visant tous les établissements classés ou non de la zone industrielle des Franchises à Langres. L'objectif de cette campagne était de disposer d'une vision complète des rejets pouvant conduire à la présence de PFAS en aval de cette zone industrielle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SULO FRANCE SAS
- Z.I. Les Franchises 52200 LANGRES
- Code AIOT : 0005701331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SULO est spécialisée dans la production de contenants en plastique pour un usage de pré-collecte des déchets (ménagers ou autres).

Le site est localisé en bordure de la Zone Industrielle "Les Franchises" (territoire de la commune de LANGRES), sur une superficie couverte d'environ 24 000 m².

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89, Rue Victoire de la Marne – CS 0002
52901 CHAUMONT cedex 9

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Action nationale PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques soumises à l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 1	Sans objet
2	Activités potentiellement soumises à l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 1	Sans objet
3	Campagne d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet établissement utilise des matières plastique, essentiellement du PEHD et ne rejette a priori pas d'eau de process pouvant se charger en PFAS et ne nécessite donc pas d'engager une action particulière de recherche des PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques soumises à l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Soumission ou non à l'arrêté ministériel
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.
Constats : Rubriques principales exploitées : 2661 et 2662 : Transformation et stockage de polymères (A) Activités générant des eaux de process : <ul style="list-style-type: none">• Purge de déconcentration des TAR, dirigé vers le réseau pluvial, une analyse par an• Lavage des sols (100 m³/an), dirigé vers la STEP communale L'installation relève bien des rubriques citées dans l'arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Activités potentiellement soumises à l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Activités potentiellement soumises à l'arrêté ministériel
Prescription contrôlée : Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.
Constats : L'installation dispose de 7 points de rejets pluviaux qui sont distribués au sud, à l'est et à l'ouest de l'établissement. Dans ce réseau se déversent les eaux de voirie après passage en séparateur, les eaux de toiture et les eaux de process. Les deux séparateurs hydrocarbures filtrent les eaux critiques, celles du parking camion et celles des purges de Tours aéroréfrigérantes et les eaux de lavage. Tous les rejets débouchent dans le réseau « eaux pluviales » qui sont dirigées vers le ruisseau Le Julien en limite de la ZI. Il y a 4 points de prélèvement parmi les 7 points de rejets, un autre est en cours de construction. L'analyse visuelle de ces rejets et du débourbeur n'appelle pas de remarque particulière de l'inspection. L'établissement ne dispose pas de STEP propre. A l'extérieur ne sont stockés à découvert que les produits finis (poubelles en plastique et autres pièces plastiques avant expédition) Aucun exercice incendie ou feu ayant nécessité l'usage de mousse n'a été relevé durant les 3 dernières années, mais il y a eu un exercice en 2014 avec mousse, normalement les obturateurs avaient été déclenchés et les eaux d'extinction évacuées sous forme de déchets. Sans certitude. Aucun incident ayant occasionné un déversement de produits chimiques durant les 3 dernières années n'a été relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Campagne d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne d'analyse
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF).
Constats : Il est prévu de faire 3 fois 3 prélèvements. Les point choisis permettent d'analyser : <ul style="list-style-type: none">• Les eaux de toiture et celle issue du lavage des produits finis,• Les eaux de voirie et de parking camion,• Les eaux de lavage des ateliers. Deux prélèvements ont déjà été faits, le 17 novembre et mi-décembre. Seuls les résultats de la première mesure ont été reçus. Ils montrent des valeurs inférieures à 0,10 µg/l, limite individuelle de quantification, telle que mentionnée dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. A ce stade, l'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant devra expliciter dans son rapport final la pertinence de sa campagne de prélèvement, et notamment que les prélèvements ont été effectués au plus près des sources d'émission, sans dilution par d'autres types d'eau (par exemple, eaux pluviales de toiture).
Type de suites proposées : Sans suite